



ETUDE SUR LES PERCEPTIONS DES JEUNES DE L'EXTREMISME VIOLENT AU MALI

Concepteur : Aguisa AG MOHAMMED

Consultant Questions Jeunesse

Bamako, décembre 2018



Sommaire

SIGLES ET ABREVIATIONS	4
RESUME EXECUTIF	5
La situation économique :	5
Le contexte politique :	6
Contexte social :	8
I. JUSTIFICATION DE L'ETUDE	9
II. METHODOLOGIE DE L'ETUDE	10
1. Le questionnaire	11
2. Les focus groupes thématiques	11
3. L'atelier de validation	11
III. LES PREMICES DE L'EXTREMISME VIOLENT AU MALI	11
1. La première dynamique	12
2. La deuxième dynamique	12
IV. LES FACTEURS DE L'EXTREMISME VIOLENT	14
1. L'absence de perspectives économiques	15
2. La marginalisation et la discrimination	16
3. Les parcours et motivations personnels	17
4. L'éducation véhiculée par les courants islamistes	18
5. L'analphabétisme des populations cibles	19
V. PROFIL DES JEUNES VICTIMES POTENTIELLES DE L'EXTREMISME VIOLENT	20
1. Jeunes ruraux	20
2. Jeunes urbains	21
3. Jeunes religieux	22
4. Jeunes déscolarisés	22
5. Jeunes analphabètes	23
VI. LES CONSEQUENCES DE LA RADICALISATION ET DE L'EXTREMISME VIOLENT	23
1. Les conséquences d'ordre économique	23
2. Les conséquences psycho-sociales	24
3. Les conséquences au plan politique	24
4. Les conséquences d'ordre religieux	25
5. Les conséquences sur le système éducatif	26
VII. LA STRATEGIE DE PREVENTION ET DE LUTTE CONTRE LA RADICALISATION ET L'EXTREMISME VIOLENT	26

1. La bonne gouvernance.....	26
2. Le rétablissement de la sécurité	28
3. Les programmes de développement	30
4. Les programmes d'éducation scolaire, coranique et citoyenne.....	30
5. L'implication des jeunes et des femmes dans la lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent.....	31
VIII. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS	32
BIBLIOGRAPHIE.....	35

SIGLES ET ABREVIATIONS

ACORD : Association pour la Coopération, la Recherche et le Développement.

ANSARDINE : Défenseurs de l'Islam.

AMDH : Association Malienne des Droits de l'Homme.

AQMI : Al- Qaida au Maghreb Islamique.

AZAWAD : Nord-Mali.

PBF : Fond de Consolidation de la Paix des Nations Unies.

BSS : Bande Sahélo Saharienne.

BOKO HARAM : Secte Islamiste Nigériane.

CF. Confère.

CNJ : Conseil National de la Jeunesse.

DIRPA : Direction de l'Information et des Relations Publiques de l'Armée Malienne.

FIS : Front Islamique du Salut.

GIA : Groupement Islamique Armé.

GSPC : Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat.

IDEM: La même chose.

MINUSMA : Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali.

MUJAO : Mouvement pour l'Unité et le Jihad en Afrique de l'Ouest.

MNLA :Mouvement National de Libération de l'Azawad

OP.CIT. : Opère Citato ou Opus Citatum (Ouvrage Précité).

ONU : Organisation des Nations Unies.

UAC : Université d'Abomey Calavi.

UCAD : Université Cheick Anta Diop de Dakar.

UNESCO: Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture.

WILDAF: Women In Law and Development In Africa

RESUME EXECUTIF

Cette étude sur les perceptions des jeunes de l'extrémisme violent a été réalisée dans 8 régions du Mali et le District de Bamako par le Conseil National de la Jeunesse du Mali (CNJ-Mali) en partenariat avec l'Association de Coopération et de Recherche pour le Développement (ACORD), grâce au financement du Fonds de Consolidation de la Paix des Nations Unies (PBF) à travers le Projet Jeunesse Alafia : « Actions des jeunes en faveur de la consolidation de la paix inclusive et de la lutte contre l'extrémisme violent ».

Toutefois, les points de vue exprimés dans cette étude émanent de leurs propres auteurs, et ne représentent pas ni la position, ni les points de vue de l'Association de Coopération et de Recherche pour le Développement et ses partenaires notamment le Fonds de Consolidation de la Paix des Nations Unies.

La République du Mali, vaste pays situé au centre de l'Afrique de l'ouest avec une superficie de 1 241 238 km². Il est limité au nord par l'Algérie et la Mauritanie, au sud par la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso, à l'est par le Niger, à l'ouest par le Sénégal et au sud-ouest par la Guinée¹. Le pays est divisé en dix régions² administratives et un District³.

Compte une population d'environ 16 millions d'habitants en juillet 2017, dont 52% de femmes⁴. Plus de 95% de la population sont de tradition musulmane⁵. Cette population jeune (46% ont moins de 15 ans), vit principalement en zone rurale⁶.

La situation économique :

L'économie est essentiellement basée sur l'agriculture, l'élevage et la pêche. Le Mali est désormais le premier producteur de coton en Afrique de l'ouest.

¹ Aguisa AG MOHAMED, La protection des droits de l'homme dans le code des personnes et de la famille du Mali, Chaire Unesco des Droits de la Personne et Démocratie, UAC, Bénin, 2011. p.2.

² Kayes, Koulikoro, Ségou, Sikasso, Mopti, Tombouctou, Gao, Kidal, Taoudéni et Ménaka. Ces deux dernières régions ont été créées récemment suivant la loi.....

³ Le District de Bamako qui compte six communes urbaines.

⁴ Voir les statistiques non officielles de la Direction Nationale de la Population.

⁵ L'islam y a fait son apparition dès le VII^{ème} siècle par le canal du commerce caravanier transsaharien. Aujourd'hui, il est la religion dominante au Mali, 90% de la population est de tradition musulmane, tandis que 9% pratiquent les religions traditionnelles et 1% les religions chrétiennes. Disponible sur : <http://ipsinternational.org/fr/note.asp?idnews=5852>.

⁶ Groupe d'Appui à la Reforme Juridique (AJM), la situation de la femme dans le droit positif malien et ses perspectives d'évolution, étude réalisée avec le concours de l'Ambassade des États Unies d'Amérique août 1995, p.6.

Sa production de cette année 2017/2018 a atteint 1 million 330 balles de fibre blanche, soit 90 000 balles de plus que l'an dernier⁷.

La production progresserait d'un peu plus de 7% à 1,33 million de balles contre 1,24 million en 2016/2017 avec une hausse des superficies de 11% à 730 000 hectares et des rendements à 403 kilos par hectare⁸. Autre fois, une référence en Afrique dans la production du coton, le Mali vient de reprendre la place qu'il n'aurait jamais dû perdre. Ainsi, il se hisse à la première place du classement des pays producteurs de coton en Afrique devant le Burkina Faso.

L'exploitation de mines d'or et la présence d'autres minerais promettent un avenir industriel au pays.

Cependant, l'économie malienne a fortement souffert de la crise de 2012, mais la reprise a été confortée en 2016. Les estimations de croissance de l'année 2016 (5.3 %), la poursuite du soutien financier de la communauté internationale et les mesures envisagées par le gouvernement dans le cadre de son programme de réformes économiques et financières permettent d'espérer un retour du pays sur le sentier de croissance des années 2000-10 (5.7 % en moyenne)⁹. Toutefois, chaque année le budget consacré au Gouvernement est insuffisant pour impulser une véritable promotion de la jeunesse. Dans ce contexte, il est compréhensible que la priorité du département en charge de la jeunesse ne se situe pas au niveau des mesures de promotion des jeunes¹⁰.

Si le Gouvernement malien arrive à créer des opportunités aux jeunes, il est fort probable que beaucoup ne participeraient pas aux réseaux terroristes et extrémistes.

Le contexte politique :

Le contexte politique est caractérisé par le multipartisme, la liberté d'expression et d'association.

Dans un passé encore récent, le Mali était cité par certains hommes politiques et chercheurs comme un pays pionnier de l'Etat de droit en Afrique depuis les événements de mars 1991¹¹.

⁷<https://www.maliweb.net/economie/cmdt-textile/secteur-coton-mali-regne-a-nouveau-lafrique-2741083.html>, consulté le 25 décembre 2018.

⁸<http://www.commodafrica.com/18-12-2017-la-production-de-coton-en-afrique-de-louest-progresse-de-5-en-201718>, consulté le 25 décembre 2018.

⁹ Document de positionnement de la Jeunesse malienne, avril 2018, p.6.

¹⁰ Idem.

¹¹ Ce sont ces événements qui ont conduit à la chute du régime dictatorial du général Moussa TRAORE.

Cet état de fait s'expliquait par un certain nombre de réalités comme le fonctionnement des institutions, le multipartisme en mouvement, la floraison d'une presse privée, gage de la liberté d'expression, l'émergence d'une société civile dynamique qui est sans nul doute l'agent de la santé de la nouvelle donne politique¹².

Cependant, depuis mars 2012, le pays a sombré dans une crise multidimensionnelle, qui a compromis beaucoup d'acquis démocratiques. Le Mali est devenu alors un exemple de pays qui peine en matière de bonne gouvernance et de sécurité¹³.

Crise déclenchée sérieusement en janvier 2012 et aggravée au mois de mars par la démission forcée du président Amadou Toumani TOURE. Depuis, le pays est tombé dans une situation chaotique, marquée par une double crise sécuritaire et institutionnelle¹⁴.

La crise sécuritaire est le résultat de l'occupation de la partie septentrionale du pays par des groupes armés séparatistes (MNLA) et islamistes (Ansardine d'Iyad AG GALI). Soutenus par des groupes terroristes tels que : MOUJAO, AQMI et la secte nigériane Boko Haram¹⁵.

La crise institutionnelle a éclaté suite à la démission forcée de la démission du président, provoquée par un groupe de militaires qui réclament des moyens logistiques pour bien mener la mission régalienne de l'armée¹⁶. Ces mutins, dirigés par le capitaine Amadou Haya SANOGO, ont suspendu la constitution et ont dissout les institutions. De nombreux responsables sont arrêtés, deux mouvements sont nés de la crise à savoir : un mouvement pro-mutins et un mouvement anti-mutins. Cette double crise a provoqué le blocage de l'administration, le gel de la coopération avec les partenaires techniques et financiers entraînant l'effondrement brusque de l'économie¹⁷.

Le pays a été libéré à la suite de l'opération serval menée par la France en 2013, appuyée par les forces internationales. Un Président de la République a été élu en 2013 au suffrage universel¹⁸ et les autres institutions ont été rétablies. Le Président de la République a été

¹² TRAORE (I. Soïba), Comment la citoyenneté, à travers l'école, a évolué de la période coloniale à nos jours ? p.1. Disponible sur : http://base.afrique-gouvernance.net/docs/communication_du_dr_idrissa_soiba_traor_.pdf.

¹³ Sur l'analyse de la crise malienne de 2012, voir la contribution de : Aguisa AG MOHAMED, La rubrique « Interviews/Points de vue » de la Chaire Unesco des Droits de la Personne Humaine et de la Démocratie, UAC, Bénin, 2013

¹⁴ Idem.

¹⁵ Op.cit.

¹⁶ La contribution d'Aguissa AG MOHAMED, précité.

¹⁷ Ibid.

¹⁸ Son Excellence Ibrahim Boubacar Keita dit IBK.

reconduit pour un second et dernier mandat en aout 2018. Malgré tous ces efforts la paix n'est pas définitivement revenue. La menace terroriste¹⁹ et extrémiste²⁰ plane toujours sur le pays.

Contexte social :

L'indice de développement humain établi en 2016 par les Nations Unies classe le Mali au 175e rang sur 188 pays. Exacerbée par la sécheresse et la guerre, l'incidence de la pauvreté est beaucoup moins élevée dans les zones urbaines, les populations pauvres se concentrant à 90 % dans les zones rurales du sud du pays, où la densité démographique est la plus forte²¹.

Notons aussi que depuis 2016, le climat social s'est dégradé progressivement avec les tensions intercommunautaires au nord et centre du pays notamment dans les régions de Mopti et de Ménaka. Malgré, d'énormes défis à la cohésion sociale, le processus de réconciliation nationale est dans une phase décisive avec le démarrage des DDR (Démobilisation, Désarmement et Réinsertion), prévu par l'accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger.

Ainsi, dans le souci d'éviter la confusion, l'étude tente de distinguer l'extrémisme tolérant de l'extrémisme violent qui fait l'objet de la présente étude.

L'extrémisme tolérant fait allusion à l'extrémisme modéré où en dépit de son caractère religieux, il permet le respect de certains droits au nom de son aspect traditionnel. Il rime aussi avec la modernité. Il est en déphasage avec l'extrémisme pur et dur. Selon l'imam Mahamadou Diallo, le principal rempart à l'extrémisme religieux reste le soufisme. Cet islam traditionnel empreint de mystique véhicule, selon lui, les valeurs de paix et de tolérance nécessaires à l'éradication de toutes velléités guerrières. Malheureusement, cette branche de l'islam bénéficie de beaucoup moins d'aide financière et de moyens de communication que le « lobby » salafiste. Pour lui, il est donc important d'investir le champ médiatique et plus

¹⁹ Au regard de la législation en vigueur le terrorisme se définit comme tout acte de violence (attentats, prises d'otages, de sabotage de détournement etc.) commis par un individu, une organisation pour créer un climat d'insécurité, exercer un chantage à l'encontre d'un individu, d'un gouvernement ou pour satisfaire une haine à l'égard d'une communauté, d'un pays, d'un système. Voir : la politique nationale de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent et de terrorisme, p.9.

²⁰ A juste titre, il convient de préciser que le terme extrémiste sous-entend l'extrémisme violent dans notre entendement dans le cadre de cette étude. Et il n'y a pas de définition claire pour cette notion, seulement ici, on fait référence à l'islamisme radical. En d'autres termes, il s'agit de l'extrémisme qui propage la haine, le racisme, la violence, les viols, les imputations, les enlèvements, la prise d'otages et la violence extrême.

²¹ <https://www.banquemonddiale.org/fr/country/mali/overview>, consulté le 25 décembre 2018.

particulièrement internet où il est malheureusement très facile d'accéder à des contenus extrémistes violents.

L'extrémisme violent est défini dans le document de la politique nationale de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme à sa page 9 comme suit « L'extrémisme violent est la tendance à adopter une attitude, une opinion, extrême, radicale, exagérée, poussée jusqu'à ses limites ou à ses conséquences extrêmes. Ces opinions extrêmes peuvent servir de fondements théoriques qui prônent le recours à des moyens extrêmes, contraires à l'intérêt général, voire agressifs ou violents ».

L'étude tente de cerner les perceptions des jeunes de l'extrémisme violent en mettant en évidence les facteurs de l'extrémisme violent et ses conséquences au Mali afin de trouver des solutions pour lutter contre l'extrémisme violent.

Alors, qu'en est-il de l'ampleur de l'extrémisme violent au Mali ? Quels sont les facteurs et les conséquences de l'extrémisme violent au Mali ?

Quelle stratégie les jeunes proposent-ils pour combattre l'extrémisme violent ?

Quel sera le plan de mise en œuvre de la politique nationale de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme au Mali ? Et quel sera le rôle des jeunes dans la mise en œuvre de ladite politique ?

Pour répondre à ces questionnements, une approche méthodologique a été dégagée que nous verrons plus loin dans ce document.

I. JUSTIFICATION DE L'ETUDE²²

Le Mali a connu en 2012-2013 une crise politique et sécuritaire profonde marquée par un putsch militaire et l'occupation de 3 régions du Nord (Kidal, Tombouctou et Gao) et d'une partie des régions de Mopti et Ségou par une rébellion armée (MNLA) et des groupes armés djihadistes et terroristes. Cette situation est la conséquence de la mauvaise gestion des précédentes rebellions depuis 1963, l'absence de l'Etat, la pauvreté, la mal gouvernance, la marginalisation de certaines communautés, la faiblesse de la justice et la corruption qui ont laissé s'installer un sanctuaire où prospéraient des activités illégales²³. De nombreux jeunes ont adhéré à ces trafics et aux groupes terroristes islamistes (MUJAO, Ançardine, AQMI) qui

²² La justification de cette étude est tirée des termes de références des différentes rencontres des jeunes sur la question de l'extrémisme violent dont celle des jeunes religieux.

²³ Notamment les trafics de drogues, d'armes, d'êtres humains, vols de véhicules, etc.

leur offraient des ressources financières, une protection et pour certains jeunes une réponse à leur quête de repères.

Il faut aussi souligner la montée d'un islam politique à Bamako, la multiplication des médias privés religieux, l'utilisation de sites Internet et la méconnaissance du sens des textes religieux par la plupart des adeptes qui fait d'eux des proies faciles pour les groupes extrémistes ayant un référent religieux. On constate notamment de plus en plus d'adhésion de femmes dans ces mouvements. Tous ces facteurs combinés ont conduit au conflit actuel dont les conséquences ont touché l'ensemble du pays et même les pays voisins.

Les jeunes ont joué un rôle actif dans l'avènement de la 3^{ème} république, mais également dans le récent conflit au Nord Mali. Certains parmi eux (notamment les jeunes hommes) ont été utilisés par les groupes armés soit comme combattants, soit comme relais logistiques ou encore moyens de collecte et de diffusion de l'information. Ceci a conduit certains acteurs à percevoir les jeunes hommes surtout comme une menace à la sécurité et à la paix du pays, même si dans certaines zones comme Gao, les jeunes se sont plutôt organisés en mouvements de défense civile pour protéger leurs communautés face aux violations de droits humains que leur imposaient les forces d'occupation.

C'est dans ce cadre que le projet Alafia, a été proposé pour contribuer d'une part à améliorer la qualité de la participation des jeunes hommes et femmes ciblés à la consolidation de la paix et d'autre part à la lutte contre l'extrémisme violent.

Pour ce faire, les objectifs du projet ont prévu la réalisation d'une étude sur les perceptions des jeunes de l'extrémisme violent dans toutes les zones du projet. Aussi, une rencontre formelle d'échanges et d'enrichissement de l'étude à l'occasion d'un atelier de validation.

II. METHODOLOGIE DE L'ETUDE

Le processus de réalisation de l'étude a consisté d'abord à la recherche documentaire, la collecte des données et d'information auprès des organisations et mouvements des jeunes et des personnes ressources et experts sur les Questions Jeunesse.

Pour ce faire deux outils de recherche nous ont permis de collecter des informations qui ont conduit à la réalisation de cette étude des perceptions des jeunes de l'extrémisme violent. Il s'agit du questionnaire et des focus groupes thématiques par zone du projet.

1. Le questionnaire

Le questionnaire a été élaboré par l'équipe de recherche et amendé par le comité de suivi des activités du PBF, au cours d'une séance de travail avec ACORD. L'esprit général du questionnaire a consisté d'une part à collecter des informations sur les perceptions des jeunes de l'extrémisme violent et les activités menées par les associations des jeunes susceptibles d'être capitalisées comme des contributions à la consolidation de la paix et d'autre part, à faire des propositions pour une lutte efficace contre l'extrémisme violent.

Le questionnaire a concerné de nombreux jeunes dont certains sont membres des Conseils régionaux et communaux de Jeunesse, de Comité Exécutif du CNJ et autres associations de Jeunesse, et des simples jeunes leaders d'opinion.

2. Les focus groupes thématiques

Les focus groupes étaient organisés pour des organisations de jeunes et par thème²⁴. Ils ont été animés par l'équipe de recherche. Ils ont permis de véritables échanges et discussions qui ont abouti à collecter une quantité d'information en lien avec l'extrémisme violent.

3. L'atelier de validation

Un atelier de validation a été organisé pour amender et améliorer le rapport d'étude provisoire. Les participants dudit atelier étaient des organisations et mouvement de jeunesse, des jeunes leaders d'opinion, des personnes ressources et experts de la jeunesse. Ils ont apporté des contributions pertinentes qui ont permis d'enrichir le rapport provisoire.

III. LES PREMICES DE L'EXTREMISME VIOLENT AU MALI

Pour comprendre les prémices de l'extrémisme violent²⁵ au Mali, il convient de remonter depuis les années 90. En effet, la présence de foyers terroristes au Mali, que l'on peut

²⁴ Des rencontres et réunions périodiques ont été organisées par groupe d'associations travaillant sur le même thème. Ce qui a permis d'organiser plusieurs rencontres suivant divers thèmes.

²⁵ L'extrémisme violent est la tendance à adopter une attitude, une opinion, extrême, radicale, exagérée, poussée jusqu'à ses limites ou à ses conséquences extrêmes. Ces opinions extrêmes peuvent servir de fondements théoriques qui prônent le recours à des moyens extrêmes, contraires à l'intérêt général, voire agressifs ou violents. Cette définition est tirée du document de la politique nationale de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme au Mali, p.9.

repérer à partir du début des années 1990, répond à deux dynamiques qui se sont nourries l'une de l'autre²⁶.

1. La première dynamique

La première dynamique, interne, renvoie à l'instabilité politique endémique du pays, en dépit de la signature du « Pacte National » en avril 1992 et des accords de Tamanrasset de janvier 1991, qui visaient à établir un accord de paix entre les autorités et les groupes armés, qui les contestaient et qui, entre eux, se faisaient la guerre. Après sa signature, le Pacte National a de plus en plus volé en éclats, libérant la violence inter et intra- communautaire, ainsi que la violence entre les diverses communautés et les autorités, sur fond de trafics en tous genres.

Cela a eu pour effet une disponibilité accrue des armes de guerre, des armes de petits calibres et le trafic de la drogue.

La dynamique frontalière et l'absence de contrôle ont fait de cette partie, une zone de prédilection où les armes circulent librement sans obstacles, avec des soutiens logistiques, des lieux de refuges et planification des actions par les acteurs non étatiques. En plus, il faut signaler la présence à Kidal de prédicateurs Pakistanais et Afghans affiliés à la Dawa et actifs sur l'axe Kidal-Nigeria avec des influences sur les populations des régions de Kidal, Gao et Tombouctou. L'insuffisance de rapports fonctionnels entre les forces armées et de sécurité et les différentes composantes de la société civile dans un cadre organisé ainsi que l'absence de mécanisme efficace de contrôle ont contribué au laisser aller.

2. La deuxième dynamique

La deuxième dynamique, externe, est issue de la victoire confisquée du Front Islamique du Salut (FIS), aux élections algériennes de 1991. Les luttes intestines qui en ont découlé entre les Algériens eux-mêmes ont provoqué le repli de nombreux combattants du FIS dans les pays frontaliers de l'Algérie, au Niger, en Mauritanie, au Mali. Au fil des années, des re compositions internes, ainsi que des mouvements de force internationaux, ont abouti à une re composition du FIS puis à une adaptation de sa stratégie pour devenir le Groupement Islamique Armé (GIA) tout d'abord, puis le Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat (GSPC) qui à son tour fait allégeance à Al-Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI).

²⁶ Sidi Yaya Joseph TRAORE, Le Ministère Public en matière de lutte contre le terrorisme : Cas du Mali., projet de thèse de doctorat, UCAD, 2014. p.2.

Le trafic de la drogue²⁷ et la prise d'otages moyennant rançon, ont contribué à la montée de l'extrémisme violent au Mali. En effet, les activités illicites (trafic de drogues, trafic d'armes, contrebande de cigarettes, prise d'otage suivie de paiement de rançon) se passent dans un cercle vicieux reposant sur des liens d'intérêts stratégiques et ethniques.

Les ressources issues de ces activités servent à financer le radicalisme et l'extrémisme violent dans le Sahel et particulièrement dans le nord du Mali²⁸.

A celles-ci s'ajoutent la guerre en Libye et la chute du Président Kadhafi qui a été un facteur catalyseur du conflit au nord Mali. Il faut rappeler que la Libye a largement contribué à la formation militaire des jeunes touaregs. La chute du régime et le chaos qui en a suivi ont entraîné une prolifération d'armes de guerre dans tout le Sahel. Des combattants touareg ayant soutenu jusqu'au bout le « Roi des rois africains » sont rentrés, lourdement armés, dans leurs pays respectifs, au Niger mais surtout au Mali, avec dans leurs bagages une formation militaire et l'expérience du champ de bataille²⁹.

Aussitôt, le Mouvement National de Libération de l'Azawad (MNLA), constitué, il s'est fortement appuyé sur les combattants touaregs revenant de la Libye et a exploité la fragilité de l'armée malienne pour élargir sa marge de manœuvre, se positionner et déclarer l'indépendance de l'Azawad (Nord-Mali).

Le Mali, un « Etat » confronté à d'importants défis dont la montée des mouvements islamiques a vu son action militaire s'affaiblir davantage avec des troupes désorganisées et un arsenal militaire obsolète. Pourtant, sur le plan institutionnel, depuis 2008, le Mali s'est doté de lois luttant contre le terrorisme notamment la loi N° 08 - 025 du 23 juillet 2008 portant répression du terrorisme au Mali et la loi n° 10-062 du 30 décembre 2010 portant loi uniforme relative à la lutte contre le financement du terrorisme et l'adoption d'une politique nationale de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme en janvier 2018.

Par ailleurs, le Mali a aussi signé et ratifié la plupart des instruments juridiques régionaux et universels de lutte contre le terrorisme et la criminalité transnationale organisée. Malgré cet arsenal juridique le problème demeure et reste une menace sérieuse pour le Mali et les Etats voisins.

²⁷ Par exemple l'affaire de Boeing « Air Cocaïne » en 2010.

²⁸ <https://blogs.mediapart.fr/jabir-toure/blog/250418/les-reseaux-de-financement-de-la-radicalisation-et-l-extremisme-violent>, consulté le 25 décembre 2018.

²⁹ Sidi Yaya Joseph TRAORE, Le ministère public en matière de lutte contre le terrorisme, idem.

Étant donné qu'une grande partie des difficultés de ce pays en matière de prolifération de groupements à visée terroriste et extrémiste provient de sa situation géographique, et plus précisément de la bande sahélo saharienne (BSS) qui constitue le nord de son territoire. En effet, la Bande Sahélo Saharienne est située entre le 15^{ème} et le 18^{ème} parallèle et s'étend depuis l'océan Atlantique à l'ouest jusqu'à la mer rouge à l'est. Cette zone gigantesque et par nature difficilement contrôlable recouvre *le nord de la Mauritanie, le Sahel Occidental, le nord du Niger, le sud du Maroc, le sud de l'Algérie, le sud de la Libye, le Tchad et le nord du Mali*. Il s'agit d'une vaste étendue désertique propice à de nombreuses transactions licites pour certaines, mais le plus souvent illicites où opèrent bandes armées, trafiquants de drogue, de cigarettes et d'armes et par où transitent les migrations clandestines et les groupes armés non étatiques étrangers. Il faut par ailleurs ajouter que la zone regorge de pétrole, de gaz, d'uranium, d'argent, d'or, de diamant, de cobalt, de cuivre, de phosphate, de fer, de silicium, de bois ou encore de café et de cacao. La BSS remplit ainsi toutes les caractéristiques pour devenir un espace de non-droit³⁰.

Les régions du Nord-Mali (Tombouctou, Gao et Kidal) s'étendent sur une **superficie totale de 797 000 km²**, couvrant les trois-quarts de la superficie totale du territoire pour **une population d'environ 914 000 habitants, à peine 1/15^e de la population totale du pays**. Elles se caractérisent par une situation d'insécurité chronique, engendrée par un banditisme armé et par le développement de conflits ethniques inter et intracommunautaires, eux-mêmes soutenus par le développement de milices armées et le recours de plus en plus fréquent aux prises d'otages³¹.

Il est certain que chacun de ces groupes a des revendications qui lui sont propres, ce qui traduit les facteurs de l'extrémisme violent avec une variété d'intérêts stratégiques.

IV. LES FACTEURS DE L'EXTREMISME VIOLENT

Il ressort des entretiens avec les jeunes de toutes les catégories que plusieurs facteurs sont sources de radicalisation et de l'aventure des jeunes dans l'extrémisme violent au Mali.

Les facteurs saisis de l'extrémisme sont nombreux, certains sont d'ordre économique, social et religieux. D'autres sont dus au style de gouvernance en grosso modo³², à l'ignorance et à l'éducation véhiculée par des courants divers.

³⁰ Idem.

³¹ Yaya Joseph, Op.cit.

³² Pour beaucoup des jeunes interrogés, c'est parfois les défaillances de la gouvernance locale qui est à l'origine de certaines violations des droits et de radicalisation des jeunes, voire leur aventure dans les groupes extrémistes.

1. L'absence de perspectives économiques

Selon les points de vue de nombreux jeunes, interrogés, il y a des facteurs de l'extrémisme violent qui découlent de la pauvreté et de manque d'opportunités économiques. En effet, les facteurs ou causes économiques de l'extrémisme violent dans le milieu jeune sont dus en partie à la pauvreté, le sous-développement et le chômage des jeunes. La fragilité des conditions économiques favorise le risque de l'extrémisme violent par le recrutement des jeunes chômeurs. Selon Gilles Yabi, de l'International Crisis Group (ICG) : « Plus les jeunes ont de chances de trouver un emploi, moins ils risquent d'être recrutés par les groupes militants ». Ceux qui tombent dans l'extrémisme violent sont généralement des jeunes de milieu pauvre, qui n'ont aucun espoir d'un lendemain meilleur. Ces jeunes n'attendent rien de l'Etat et se tournent souvent vers l'extrémisme moyennant quelque somme d'argent, sans mesurer la justesse de la cause ou la dangerosité de son engagement. De nombreux jeunes et personnes ressources interrogés confirment cette thèse. En toute évidence, le travail contribue à l'émancipation de l'être humain, par son travail, une personne peut assurer son quotidien. Mieux, elle peut faire face à des éventuelles dépenses. Ce qui s'explique encore par le sous-développement qui est l'un des principaux facteurs d'extrémisme violent au Mali. Pour M. Ostebo, la pauvreté, le chômage et les inégalités socio-économiques expliquent en partie la montée des mouvements islamiques violents et non violents. Des raisons économiques avaient incité en 2012 quelques jeunes Burkinabè du nord et d'autres nationalités à venir combattre au Mali avec des groupes extrémistes en échange d'argent, les gens parlaient de 300.000 FCFA par personne. Au-delà de l'extrémisme violent, de nombreux jeunes noirs sont orientés vers d'autres réseaux, ce qui pousse des milliers d'entre eux à rejoindre les réseaux de l'immigration clandestine pour tenter de rejoindre l'Europe. L'immigration clandestine est au même titre que l'extrémisme violent une alternative ou un résultat de désespoir des jeunes face au pouvoir politique. En vertu de ce pessimisme les jeunes n'ont plus de choix et sont partagés entre la radicalisation, l'immigration clandestine et l'extrémisme violent. Dans tous ces cas, il s'agit d'une pratique qui compromet dangereusement l'avenir des jeunes dans la mesure où des centaines des jeunes meurent chaque année dans la mer en tentant de rejoindre l'Europe ou en faisant allégeance aux réseaux extrémistes. Pour beaucoup de penseurs cela s'explique par le passé colonial de l'Afrique. En effet, la colonisation a joué sur le décollage de l'économie africaine avec le pillage des ressources naturelles et des matières premières par les grandes puissances. Cette situation continue à présent sous une autre forme avec la

pression opérée par les institutions financières. L'Afrique n'a pas encore sa souveraineté économique, ce qui laisse le terrain fertile à tous les dangers.

A l'évidence, les besoins économiques non satisfaits identifiés constituent de possibles facteurs d'extrémisme violent. D'autres jeunes établissaient un lien direct entre la misère de la population et l'émergence d'une rébellion qui débouche sur l'extrémisme violent.

2. La marginalisation et la discrimination

Pour certains jeunes, interrogés dans les régions du nord, il est évident que la marginalisation, la discrimination et l'exclusion des jeunes et de certaines communautés ont été un facteur déterminant dans la radicalisation³³ des jeunes et la montée de l'extrémisme violent au nord et au centre du pays, d'où nous assistons à la victimisation et le mécontentement collectif par endroit géographique. Ce raisonnement a été aussi soutenu par certains jeunes interviewés dans les régions du centre et dans le District de Bamako.

En effet, la marginalisation, la discrimination et l'exclusion de certaines ethnies ou communautés dans la gestion des affaires publiques et dans la répartition des richesses poussent celles-ci souvent à faire allégeance aux extrémistes. C'est le résultat de l'incivisme, provoqué par la frustration des populations face au pouvoir. Il arrive que l'Etat ait une responsabilité directe ou indirecte dans le déclenchement des hostilités entre populations. L'Etat doit être le garant de l'ordre et de la stabilité sociale. Il doit respecter le pluralisme politique qui sous-entend le pluralisme culturel. La diversité culturelle mérite d'être préservée dans tous les secteurs de vie. Il est dangereux qu'une seule ethnie monopolise l'essentielle de l'activité économique et ait également le pouvoir de décision sans partage. La société démocratique est sensée tenir compte de l'équilibre sociale afin d'éviter la montée de clivages sociaux liés à certaines tensions inter- et intracommunautaires, qui finissent par engendrer des conflits. A titre d'exemple, les conflits entre fermiers et bergers dans certaines localités. Il existe aussi des litiges provoqués par les terres ou le foncier. Tous ces litiges sont de nature à compromettre les acquis démocratiques comme la tolérance, la solidarité et la paix. Ce qui favorise par voie de conséquences la montée de l'extrémisme violent et l'émergence d'une culture de violence au Mali. La crise de confiance et la méfiance des uns aux autres

³³ La radicalisation est le résultat d'un processus où les pratiques normales de dialogue et de compromis sont progressivement délaissées pour un engagement accru dans des tactiques de confrontation et de conflits plus ou moins violents. La stratégie nationale du Mali lie l'extrémisme violent et radicalisation au phénomène plus courant et plus connu qu'est le terrorisme dans ses dimensions les plus violentes. Sur ce, voir la politique nationale de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme au Mali, p.9.

conduisent également à l'encre de tensions entre des communautés proches de traditions pacifiques. Toutes ses conséquences sont l'expression de la mauvaise gouvernance et les violations des droits humains et de l'état de droit.

A ceux-ci s'ajoutent les discours de haine qui ont joué un rôle important dans le déclenchement de la violence intercommunautaire dans certaines localités du nord et du centre du pays. Ces situations constituent aussi et surtout une autre forme de menace et peuvent s'analyser comme une violence de type extrémiste.

Pour certains jeunes, une autre source de violence est l'équation du MNLA et ses alliés. A ce niveau, il faut préciser que le MNLA est une organisation interne avec des revendications nationales s'il s'éloigne de l'idée de création d'un Etat et de la lutte armée beaucoup de sources de conflits pourraient être contenues. Le traitement de la question touareg doit donc être purement social et interne au Mali. Mais très souvent, le MNLA succombe à la tentation de la force militaire brute ignorant volontairement leur appartenance à l'identité malienne. Cet enchaînement cyclique perpétue la violence avec son lot de malheurs pour les populations du nord. L'étude de ce cas du MNLA a permis d'identifier certaines réalités profondes de l'extrémisme violent au Mali. Cependant, il faut préciser que la cause la plus dangereuse reste les motivations personnelles d'expression religieuse.

3. Les parcours et motivations personnels

D'autres jeunes pensent que l'utilisation de la religion à des fins extra religieuses constitue un facteur de l'extrémisme violent. Pour certains jeunes des régions du sud, l'idéologie religieuse déguisée constitue une source de radicalisation de nombreux jeunes au Mali. Ceux-ci sont victimes d'une mauvaise interprétation des textes religieux. L'explication d'un écrit en arabe nécessite une parfaite maîtrise, à défaut on risque de faire une lecture différente du vrai sens. L'Etat doit intervenir dans la traduction des écrits et la tenue des prêches de certains sages car, c'est le lieu propice pour véhiculer des messages de nature extrémiste. Beaucoup des candidats au kamikaze pensent qu'ils défendent une cause juste. Ils invoquent ou expliquent leur action par la guerre sainte ou le « *djihad* ». Pour les djihadistes une fois mourir dans des actions djihadistes, ils vont directement au paradis, sans contrôle. Ce comme s'ils avaient un droit naturel d'entrer au paradis. Voilà des raisons qui poussent de nombreux idéologues religieux à prendre la voie de l'extrémisme violent. Pire, l'endoctrinement religieux va loin, au point que les personnes acquises pleurent et souhaitent mourir en kamikaze le plus souvent.

L'Etat doit intervenir dans la sensibilisation des jeunes contre la radicalisation provoquée par des idéaux fanatiques. Cette intervention est surtout pertinente dans les lieux où l'enseignement religieux est dispensé.

4. L'éducation véhiculée par les courants islamistes

Pour certains jeunes, le système éducatif malien est laissé au libre choix des populations et cela constitue un danger pour les enfants et les jeunes qui peuvent tomber dans des clans islamistes sans que leurs parents ne soient au courant. En effet, au Mali, chaque famille peut opter entre l'enseignement en français, en arabe ou l'école coranique. Compte tenu de la pauvreté, certaines familles ne peuvent pas envoyer leurs enfants dans des écoles modernes où le français est enseigné. Celles-ci se tournent vers les medersas ou les écoles coraniques. Les écoles au Mali ont tendance à reproduire l'ordre social existant : les enfants venant de familles aisées ont plus de chances d'aller à l'école que les enfants des familles défavorisées.

Certains soutiennent l'idée que si le peulh préfère envoyer son fils garder les bœufs ou fréquenter l'école coranique, c'est parce que la nation ne lui propose pas d'alternatives réelles ou de compromis possible³⁴ pour réussir à l'école moderne. Le problème des écoles coraniques reste le manque d'emploi.

Beaucoup de jeunes qui suivent ces études, ne trouvent pas d'emploi facilement car ils ne maîtrisent pas le français. A la suite par le découragement et la pauvreté, certains n'hésitent pas à rejoindre des groupes extrémistes dans le seul but de satisfaire à leurs besoins d'argent. Au-delà, certaines écoles coraniques sont parrainées par des réseaux douteux et constituent de véritables centres de recrutement pour les extrémistes. De ce fait, l'Etat a une responsabilité dans la radicalisation des jeunes du moment qu'il n'intervient pas pour le contrôle des programmes d'enseignement dispensé dans les écoles coraniques et medersa, mais aussi de leur système de fonctionnement : organisation, ressources humaines, matérielles et financières. Le système éducatif malien se caractérise par une distinction entre institutions formelles et informelles. Malgré les progrès visant à universaliser l'éducation de base ce système résiste. Ce qui pousse Terje Ostebo, de l'Université de la Floride à dire que : « les

³⁴ Cette expression est tirée du document prévention de l'extrémisme violent au Burkina Faso, juin 2014.

écoles religieuses semblent avoir une totale autonomie concernant le contenu de leur enseignement aux idéologies extrémistes »³⁵.

Les efforts visant à harmoniser les programmes de ces écoles avec ceux des écoles laïques publiques ou privées, ne sont pas suffisants. Par conséquent, de nombreux diplômés des écoles religieuses ont des difficultés à s'insérer dans la vie professionnelle. Ces difficultés d'insertion orientent certains jeunes vers la région du golfe persique où le risque de radicalisation est plus élevé que le Mali et pays voisins. Cette propagande de l'éducation véhiculée est facilitée par l'émergence **destechnologies informatiques**. L'accent sera mis ici, sur le recrutement des jeunes qui se fait par **les réseaux sociaux**. La radicalisation des jeunes par **l'internet** est un phénomène nouveau. Il constitue un tournant dangereux pour les futures générations. Cela se passe de nos jours fréquemment en Europe et tant à devenir une pratique courante en Afrique. Cette violence motivée par l'idéologie religieuse est due surtout à l'ignorance et à l'analphabétisme.

5. L'analphabétisme des populations cibles³⁶

Il ressort des échanges et discussions avec des jeunes que l'ignorance ou l'analphabétisme peut constituer une source de l'endoctrinement et de l'intégration des jeunes aux mouvements extrémistes. La population malienne est analphabète dans sa majorité et vit principalement en milieu rural. Selon les statistiques de la Francophonie de 2012, au Mali, la population francophone³⁷ et francophone partielle³⁸ est estimée à 9°/° de la population totale. L'analphabétisme est un terrain fertile pour la radicalisation. La plupart des candidats à l'extrémisme violent ou au djihad contemporain sont des illettrés. C'est dû aussi souvent à **la méconnaissance des droits humains**. A cet effet, le Mali doit mener une politique de sensibilisation pour changer les mentalités et les comportements afin de favoriser l'émergence d'un contexte propice à l'épanouissement des droits humains. Outre, des programmes d'enseignements et des campagnes médiatiques doivent aussi être mis en place afin de lutter contre l'extrémisme et la violence des groupes armés qui menacent de plus en plus le pays. Ces programmes peuvent être un soutien aux nationaux analphabètes et permettre également la prévention de l'extrémisme violent. Cette stratégie peut encore faciliter la reconversion de

³⁵ Il dit ces propos dans un article publié par le Centre d'Etudes Stratégiques de l'Afrique (CESA) en novembre 2012.

³⁶ Il s'agit des jeunes hommes dans la majorité des cas.

³⁷ Ceux qui savent lire et écrire et qui s'expriment couramment en français.

³⁸ Ceux qui ne savent pas lire et écrire et qui s'expriment oralement de façon occasionnelle.

mentalité d'anciens adeptes de l'extrémisme violent qui ne sont pas sur la liste noire des américains ou des occidentaux.

V. PROFIL DES JEUNES VICTIMES POTENTIELLES DE L'EXTREMISME VIOLENT

Les profils des catégories de jeunesse ci-dessous ont été identifiés comme victimes potentielles à l'extrémisme violent.

1. Jeunes ruraux

Au Mali 73.2% de la population est rurale³⁹. Cette population est composée majoritairement par des jeunes. Ce qui fait de jeunes ruraux, les jeunes les plus nombreux et les plus vulnérables.

Selon les calculs statistiques de l'Institut National de la Statistique (INSAT), les jeunes de 15 à 35 ans représentent 4,7 millions, soit 30, 38% de la population totale ; la tranche de 15 à 25 ans est de 2,8 millions d'âmes soit 21,15%⁴⁰. Cette jeunesse rurale constitue le moteur du développement rural, ils évoluent dans l'agriculture, l'élevage, la pêche, l'exploitation forestière et le petit commerce. Ils ont un mode de vie traditionnelle et harmonieux⁴¹.

Cependant, ce milieu demeure précarisé par l'incertitude climatique qui fragilise davantage leurs efforts de survie alimentaire. Les jeunes ruraux sont également confrontés à des problèmes d'accès aux biens de consommation et aux services de qualité dans le secteur de l'éducation, de la santé, etc. La partie d'analphabètes y est très importante et le suivi de leur scolarité est souvent partiel, d'où les abandons au cours des processus d'apprentissage. L'accès à l'école est parfois un problème mais il semble que les populations ne croient plus tellement à la plus-value de l'école⁴².

Les jeunes ruraux manquent de perspectives de développement économique et des opportunités de gagner de l'argent. Ces jeunes ne bénéficient pas du soutien de l'Etat pour la mise en œuvre des programmes de création d'emploi et développement du secteur primaire dans lequel ils évoluent. Généralement les programmes de soutien aux jeunes sont dédiés aux

³⁹ Aguisa Ag Mohamed et Autres, Etude sur les potentialités de contribution de la jeunesse à la consolidation de la paix au Mali, SIPRI, Stockholm, avril 2015, p.6.

⁴⁰ Document de politique cadre de développement de la jeunesse au Mali, Initiative nationale de développement de la Jeunesse (INDJ), 2011-2015, ministère de la jeunesse et des sports du Mali, version d'octobre 2010, p.17.

⁴¹ Document de positionnement de la Jeunesse malienne, *ibid.*, p.15

⁴² MJS, Programme pour le renforcement de la politique nationale de promotion de la jeunesse au Mali, mai 2008, p. 5.

jeunes des centres urbains. Les jeunes ruraux sont également exposés au problème majeur de la pauvreté⁴³, du sous-emploi et du chômage qui caractérisent l'ensemble de la jeunesse malienne en général⁴⁴.

Ce qui fait qu'ils sont attirés par les grandes villes où ils pensent gagner du travail et de l'argent. A l'arrivée dans la ville, ils sont employés à des postes de gardiens de maison, des blanchisseurs, des revendeurs ambulants ou des employés domestiques⁴⁵. En somme, la précarité de leurs conditions leur expose au plus grand danger de l'extrémisme violent.

2. Jeunes urbains

Les jeunes urbains sont moins nombreux que les jeunes ruraux⁴⁶, mais ils sont plus « visibles » et leurs problèmes relativement plus variés. Il faudrait différencier des jeunes issus de familles installées de longue date en milieu urbain, de ceux récemment installés qui sont plus vulnérables, confrontés à des réalités qui leur échappent⁴⁷.

Les jeunes urbains sont confrontés au coût d'accès aux biens de consommation et aux services de qualité⁴⁸. La ville constitue une vitrine, mais impose des revenus réguliers pour y vivre décemment. Cela requiert d'appartenir à une couche sociale relativement aisée. Souvent issus de la migration rurale, ou bien originaire du milieu urbain, ces jeunes sont confrontés à la monétarisation totale de la société ainsi qu'à l'inaccessibilité aux biens de consommation et à l'image de la vie que la classe moyenne malienne mène. Les jeunes ruraux sont également confrontés à l'amertume, jalousie et parfois l'inscription dans le cercle de la violence. Leur priorité est souvent la survie mais sous un angle plus financier⁴⁹.

De façon générale, tous les jeunes urbains vivent dans un milieu potentiellement dangereux⁵⁰. Pour ce qui concerne leur accès à une information de qualité, elle est à portée de mains, par

⁴³ Selon les chiffres nationaux, le taux de pauvreté est passé de 55,6 % à 43,6 % entre 2001 et 2010 pour remonter à 45 % en 2013.

⁴⁴ Selon les statistiques de la cellule statistique du ministère de l'emploi, de la formation professionnelle et de la jeunesse, le taux de chômage était de 9,8% en 2013, 10, 8% en 2014 et 11, 3% en 2015 avec une tendance marquée au niveau des jeunes diplômés et non diplômés.

⁴⁵ MJS, Programme pour le renforcement de la politique nationale de promotion de la jeunesse au Mali, *ibid.*, p.6.

⁴⁶ Puisque la population urbaine est de l'ordre de 26, 8%.

⁴⁷ Document de positionnement de la Jeunesse, *op.cit.*

⁴⁸ MJS, Programme pour le renforcement de la politique nationale de promotion de la jeunesse au Mali, mai 2008, p.5.

⁴⁹ *Op.cit.*

⁵⁰ Échec scolaire ou social, violence, drogues, circulation routière, solitude, prostitution, migration, risque de radicalisation et l'extrémisme violent

contre l'accès aux ressources financières, aux valeurs sociales et culturelles est plutôt problématique pour la majorité des jeunes des milieux urbains.

3. Jeunes religieux

L'expression '*jeunes religieux*', est utilisée ici pour désigner les jeunes des organisations religieuses de toute région au Mali. Au Mali, ces jeunes sont visibles et actifs dans la consolidation de la paix et la cohésion sociale. Cependant, il ressort des entretiens que beaucoup sont exposés à la vulnérabilité économique, constituant ainsi une proie facile à la radicalisation et à l'extrémisme violent à l'instar des jeunes des autres catégories.

4. Jeunes déscolarisés

Elle est composée de l'ensemble des jeunes filles et jeunes garçons déscolarisés⁵¹. Il y a plusieurs facteurs qui poussent les enfants, les adolescents et les jeunes à l'abandon. La cause principale de la déscolarisation, reste le manque de moyens financiers. Après des absences à répétition, certains jeunes finissent par désertir totalement l'école et ne plus s'y présenter du tout⁵². L'échec scolaire répété est aussi une cause de la déscolarisation. Souvent les jeunes n'ont pas le minimum requis pour apprendre leurs leçons, préparer leurs examens. La déscolarisation intervient après un long processus d'échec et de démotivation parce que le jeune ne se sent pas à sa place à l'école⁵³. Dans les régions du nord, très affectées par la crise, plus des deux tiers des ménages affirment ne pas pouvoir couvrir les besoins de base de leur famille et ne peuvent donc faire face aux dépenses scolaires⁵⁴.

Les écoles primaires publiques sont gratuites au Mali, mais la scolarisation des enfants a néanmoins un coût pour les familles. Les fournitures scolaires sont à la charge des parents, ainsi que l'achat de certains livres, l'obtention des divers documents administratifs payants et de photos d'identités nécessaires à l'inscription, sans oublier le coût des vêtements scolaires, parfois la même la question de moyens de déplacements se pose avec acuité⁵⁵. Avec un avenir plutôt sombre, certains jeunes déscolarisés constituent une cible potentielle et vulnérable qui peut tomber dans la radicalisation, voire l'extrémisme violent.

⁵¹ Ceux qui ont quitté l'école sans obtenir un diplôme.

⁵² Propos recueillis lors d'un entretien avec un jeune leader de la société civile.

⁵³ Document de positionnement de la Jeunesse, op.cit.

⁵⁴ Enquête réalisée par l'Observatoire des Droits Humains et de la Paix dans les régions du nord, avril 2015.

⁵⁵ Idem.

5. Jeunes analphabètes

Les jeunes analphabètes constituent la couche des jeunes qui ne sait pas ni lire ni écrire. Ils sont privés du droit élémentaire notamment le droit à l'éducation. L'analphabétisme a été évoqué lors des entretiens réalisés avec des jeunes comme une source potentielle de radicalisation et de l'extrémisme violent. Lorsqu'on s'intéresse aux statistiques de la population malienne en termes de niveau intellectuel, on pourra dire sans risque de se tromper que cette catégorie des jeunes est la plus nombreuse dans la mesure où 68 % de la population malienne reste analphabète⁵⁶. Il convient dès lors de prendre des mesures urgentes pour initier des programmes d'éducation citoyenne et de sensibilisation pour la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent à l'endroit de ces jeunes. L'analphabétisme a d'énormes conséquences sur l'avenir des jeunes.

VI. LES CONSEQUENCES DE LA RADICALISATION ET DE L'EXTREMISME VIOLENT

Selon les résultats du questionnaire et des rencontres avec les jeunes, les conséquences de la radicalisation et de l'extrémisme violent sont multiformes. Elles sont à la fois économiques, sociales, politiques, religieuses, qu'éducatives.

1. Les conséquences d'ordre économique

Au plan économique, la montée de la radicalisation et de l'extrémisme violent entraînent la destruction de l'économie nationale laissant la place à une économie criminelle par le biais de trafics divers. Les enlèvements et prise d'otages contre le paiement de rançons gagnent du terrain au profit des activités légales⁵⁷. Pire, les narcotrafiquants sont les principales sources de financement de l'économie terroriste. Cela met mal l'économie nationale, précipite le départ des touristes et investisseurs étrangers qui sont la base de l'économie dans des pays comme le Mali, parfois même le tourisme est tout simplement suspendu. La richesse des analyses relatives à la situation économique dans le nord du Mali révèle que les extrémistes ont paralysé l'activité touristique dans les régions du nord en procédant à des enlèvements

⁵⁶ <https://www.maliweb.net/societe/journee-mondiale-lalphabetisation-68-population-malienne-restant-toujours-analphabetes-516042.html>, consulté le 25 décembre 2018.

⁵⁷ Aguisa AG MOHAMED, Etude sur l'extrémisme violent, 2014.

d'occidentaux⁵⁸ ou prises d'otages qu'ils libèrent sous la condition de paiement d'une rançon. Cela a touché les communautés locales qui vivent des activités touristiques et les expose à une précarité économique. Ces données confirment le manque à gagner dans le secteur économique d'où des conséquences négatives sur les populations.

2. Les conséquences psycho-sociales

Au plan social les conséquences s'appréhendent à travers l'insécurité, des mouvements de déstabilisations du pouvoir en place et de mutations des équilibres sociaux. La situation au Mali en offre la parfaite illustration ; un pouvoir qui vacille et tombe, un pays scindé en deux et des pays limitrophes inquiets de la volatilité de la situation sécuritaire⁵⁹. Un climat de méfiance s'installe entre les différentes communautés, entre les communautés de différentes couleurs, entre les différentes ethnies, tribus et fractions. Plus loin, ce manque de confiance a failli s'installer entre certaines populations du nord et certaines du sud, tout comme entre certaines communautés du nord entre elles⁶⁰. Les effets négatifs de la radicalisation et de l'extrémisme violent ont provoqué une crise de confiance entre le peuple jadis unis du Mali⁶¹. Outre, des populations, des familles et des individus sont sortis de la crise traumatisés. Comme en témoignent plusieurs rapports des organisations de défense des droits de l'homme⁶². L'émergence des mouvements extrémistes est une menace grave pour la sécurité des populations et leurs biens, dans la mesure où le lien social s'en aperçoit altérer avec des conséquences sur la vie politique.

3. Les conséquences au plan politique

L'impact de la radicalisation et de l'extrémisme violent sur la vie politique se manifeste notamment par la montée de la violence et du crime organisé contre des leaders politiques sérieux, capables de remporter l'élection face au candidat du pouvoir. Les trafiquants s'appuient généralement sur les élites politiques en quête d'argent, de prestige et/ou de postes politiques au plus haut niveau dont ils financent généralement les campagnes politiques⁶³. C'est là que se noue le premier niveau de cooptation et d'instrumentalisation. Puis se tissent

⁵⁸ Dialogue Région Afrique de l'Ouest, Mécanismes durables de prévention de l'extrémisme violent en Afrique de l'ouest, les 19 et 20 Avril 2012, Cotonou, p.7.

⁵⁹ Voir les interventions des participants sur le Dialogue Région Afrique de l'Ouest, op.cit.

⁶⁰ Aguisa AG MOHAMED, Etude sur l'extrémisme violent, op. cit

⁶¹ Idem.

⁶² Sur ce voir : Aguisa AG MOHAMED, Rapport de l'Enquête sur la perception de la justice au Mali, réalisée pour DEMESO-WILDAF en collaboration avec HiiL inoving Justice, mars 2014.

⁶³ Zeïni MOULAYE, Les menaces majeures dans l'espace sahélo-saharienne, op.cit.

des complicités au plus haut niveau politique qui remettent en cause l'intégrité des institutions et des hommes qui les dirigent⁶⁴. L'implication des extrémistes dans la vie politique est une atteinte à la démocratie et constitue menace majeure à la stabilité politique. Au-delà, elle constitue un facteur d'instrumentalisation et de radicalisation des dirigeants par les extrémistes religieux. Il est fondamental de séparer la politique de l'idéologie extrémiste. La gouvernance politique est un art qui doit obéir aux prescriptions légales et non les vœux des extrémistes religieux.

4. Les conséquences d'ordre religieux

En ce qui concerne les conséquences religieuses, il faut le dire que toutes les constitutions du Mali ont établi un équilibre entre les différentes religions. Toutefois, le droit malien en grande partie puise ses racines dans le code civil français, tout en gardant des dispositions du droitislamique⁶⁵. Les leaders religieux jouissent d'une influence notoire à cause de leur savoir en islam et la majorité de la population tourne vers eux pour le règlement des différends. Ceux-ci pratiquent un islam tolérant, un islam moderne, solidaire où les droits humains sont respectés. Mais avec la radicalisation et l'avènement de l'extrémisme violent plusieurs personnes commencent à se méfier des certains adeptes de l'islam⁶⁶. Cela a créé une sorte de confusion, car des groupements et individus à visée terroristes cachent derrière la religion pour satisfaire leur appétit de domination ou leurs intérêts égoïstes. Même la politique de modernisation du pays, reste confrontée à des obstacles liés aux mentalités conservatrices d'une partie de la société influencée par la montée de l'islamisme⁶⁷. La référence à l'islam, devenue presque rituelle, reste présente dans les mentalités de nombreux maliens. De ce fait l'émergence de l'extrémisme violent est une tournure dangereuse dans une société anciennement et profondément islamisée. Les chefs religieux encouragent en général la tolérance, mais nous avons entendu parler de situations où certains avaient dénigré d'autres communautés religieuses ou d'autres chefs au sein de la même communauté religieuse⁶⁸. Ce sont des inconvénients qui vont jouer sur l'éducation véhiculée dans certains milieux.

⁶⁴ Idem.

⁶⁵ Aguisa AG MOHAMED, Etude sur l'extrémisme, op.cit.

⁶⁶ Idem.

⁶⁷ A titre d'illustration les objections du Haut Conseil Islamique sur le code des personnes et de la famille non promulgué de 2009 et celui promulgué le 30 décembre 2011 sous sa pression.

⁶⁸ Ce raisonnement revient dans plusieurs entretiens avec des jeunes.

5. Les conséquences sur le système éducatif

Face à la radicalisation et au fléau de l'extrémisme violent, il ressort des débats et discussions de nombreux témoignages qu'il est nécessaire de former des imams dans un système bilingue. A côté de l'arabe, il convient d'apprendre le français⁶⁹. Cela permet d'éviter la confusion entre l'éducation religieuse et l'idéologie extrémiste. Aujourd'hui avec l'actualité médiatique sur le phénomène de l'extrémisme violent, certains n'hésitent pas à associer ou à faire l'amalgame entre l'éducation religieuse et l'endoctrinement des masses par des leaders religieux au service des extrémistes. Pour certains jeunes, la crise du système éducatif dans les medersas ou les écoles coraniques est due en partie à l'infiltration et à l'instrumentalisation de certains leaders religieux acquis aux extrémistes. D'où la détérioration de la qualité de l'éducation et le manque d'emplois pour les diplômés qui en terminent. Ce manque d'emplois est le résultat souvent de la méfiance des autorités vis-à-vis des diplômés des medersas ou des écoles coraniques. La politique de l'Etat fait que ces écoles sont marginalisées et produisent des chômeurs qui constituent une bombe à retardement dans le déclenchement des violences.

VII. LA STRATEGIE DE PREVENTION ET DE LUTTE CONTRE LA RADICALISATION ET L'EXTREMISME VIOLENT

Lors des différents entretiens réalisés, il se dégage quelques initiatives pour la lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent. Une série de propositions ont été faites par des jeunes mais l'étude a choisi de mettre l'accent sur : la bonne gouvernance, le rétablissement de la sécurité du pays, les programmes de développement, d'éducation et l'implication des jeunes et des femmes dans la lutte contre l'extrémisme violent⁷⁰. Ces propositions peuvent constituer des mécanismes durables de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent au Mali.

1. La bonne gouvernance

La question de la bonne gouvernance est revenue dans toutes les discussions avec les jeunes et les autres acteurs.

⁶⁹ Cette proposition qui a été faite par des jeunes interrogés dans certaines communes du District de Bamako.

⁷⁰ L'implication des jeunes dans la lutte contre l'extrémisme violent doit s'inscrire dans leur participation à la mise en œuvre de la politique nationale de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme.

Il ressort de l'analyse des informations collectées que la mauvaise gouvernance se traduit entre autres par la mauvaise répartition des revenus des richesses naturelles, l'injustice sociale, la corruption des dirigeants, le chômage des jeunes et la personnalisation des pouvoirs qui sont sources de tensions sociales et crises économiques.

Quelques questions ont attiré l'attention de certains jeunes :

- Comment expliquer que dans un pays pauvre, des individus s'enrichissent de façon exagérée ?
- Comment comprendre qu'un pays grand producteur de l'or et de coton manque d'infrastructures de base comme les routes, le transport urbain, les usines de transformation, les écoles et les hôpitaux de qualité. Alors qu'ils y a des milliardaires produits par l'économie nationale?
- Pourquoi seuls les petits délinquants financiers qui se retrouvent en prison ?
- Pourquoi la justice ne tient pas compte des rapports du Vérificateur Général pour juger les auteurs de détournement des fonds et biens publics ?

Pour répondre à ces interrogations, il convient de reconnaître que le Mali à l'instar de tous les pays de l'Afrique de l'Ouest, n'échappe pas à la corruption, l'injustice et la personnalisation du pouvoir pour ne citer que ces trois fléaux. Ces pratiques sont contraires à l'état de droit où les gouvernants et les gouvernés sont tous sous l'autorité de la loi. Il urge alors d'instaurer la bonne gouvernance comme arme de destruction des pratiques antidémocratiques et antisociales. La lutte contre la corruption, l'indépendance et l'impartialité de la justice constituent des critères importants de la bonne gouvernance. Tous les problèmes des Etats africains sont les résultats de la mauvaise gouvernance et d'intégrité des leaders politiques. Des dispositions pertinentes méritent d'être envisagées afin de lutter contre ces phénomènes. Le Mali doit promouvoir ses institutions de consolidation de la démocratie dont le Vérificateur Général (VEGAL), l'Espace d'Interpellation Démocratique (EID) et le Médiateur de la République. La justice doit mettre en exécution les rapports du VEGAL pour sanctionner les coupables de détournements. C'est en vertu de cette perspective que la bonne gouvernance sera établie. Il ressort également des entretiens avec des jeunes leaders d'opinion que la crise actuelle du Mali est la suite logique de la mauvaise gouvernance. Ce qui explique la continuité des rebellions, des tensions sociales et des conflits inter et intra-communautaires dans un contexte d'insécurité généralisée, aggravée par la montée de l'extrémisme violent au Nord et au Centre du Pays.

2. Le rétablissement de la sécurité

La question de sécurité est d'une haute importance dans le monde entier, car selon des chercheurs, depuis un quart de siècle, la sécurité a pris une place spéciale dans les Relations Internationales et dans la vie des Nations notamment avec les attentats contre le World Trade Centre de New York le 11 septembre 2001, contre la Gare de Madrid le 11 mars 2004, contre le Métro de Londres les 7 et 21 juillet 2005 et, conséquemment, la guerre déclenchée par les puissances occidentales contre les réseaux terroristes sur tous les continents⁷¹.

Ce constat sur l'importance de la sécurité a été mentionné par des jeunes dans le cadre de cette étude. Ainsi, il ressort de l'analyse du résultat du questionnaire que le manque de sécurité dans le nord et dans le centre du pays a contribué au renforcement des extrémistes et djihadistes dans leur appétit de violations des droits humains. Cette logique a été aussi partagée par les jeunes consultés lors des focus groupe. Pour de nombreux jeunes, la sécurité est un élément essentiel de la souveraineté de l'Etat. Le Mali doit être en mesure de sécuriser ses frontières et sa population. Surtout que c'est un pays situé dans une zone vulnérable et exposée à tous les risques et où transitent drogues, armes et autres trafics illicites. Pour ce faire, il faut doter le pays des moyens appropriés pour rétablir une sécurité définitive et durable. Il va de soi pour conserver la confiance des investisseurs étrangers indispensables à son développement économique, politique et social. Mieux, c'est un moyen efficace de prévention contre l'extrémisme violent. Un bon nombre des jeunes interviewé trouve que la crise malienne de 2012 est le fruit de l'absence de sécurité au nord du pays. Là, il y a lieu de rappeler que depuis plus de deux décennies, une bonne partie du territoire malien est déserté par l'armée suite à des accords dissimulés aux maliens. Si en 2001, avec les attentats du 11 septembre l'ampleur du phénomène terroriste, concernait seulement les américains et les occidentaux, en ce jour il est devenu une menace mondiale avec une expansion réelle au Mali⁷². C'est pour la première fois dans l'histoire du Mali que l'extrémisme violent s'installe

⁷¹Voir : Communication de M. le ministre Zeïni MOULAYE, Les menaces majeures dans l'espace sahélo-saharienne, 14e Forum de Bamako, p.1.

⁷² Malgré l'engagement des Etats Unis d'Amérique et de leurs alliés, le phénomène du terroriste reste plus que jamais une menace mondiale. Aucun Etat, petit ou grand, faible ou fort n'est à l'abri du danger. C'est cette situation qui a fait que l'Afrique de l'Ouest est devenue un lieu de prédilection des mouvements extrémistes. Il faut citer ici la présence de la secte islamiste Boko Haram au Nigéria, AQIMI et Al-Qaida dans tout le Sahel et récemment Ansardine au nord du Mali. Tous ces mouvements terroristes ou islamistes ont des connexions entre eux et visent à déstabiliser l'Etat moderne quel que soit sa situation géographique. Au regard de ce contexte d'insécurité généralisée, un bon nombre d'idéologues pensent que c'est le combat mené par les puissances occidentales qui est la source de la violence extrémiste. A la lumière des conditions d'aujourd'hui, nous constatons que le terrorisme n'a plus des frontières et s'invite partout où l'occasion se présente afin de

de façon durable et motivée par des intérêts stratégiques. L'implantation de l'extrémisme violent au Mali est telle que malgré l'intervention de l'armée française, soutenue par la force multilatérale, la force barkhane et l'avènement de la force conjointe G 5 Sahel, la menace extrémiste reste d'actualité. Les classiques politiques antiterroristes de l'Etat malien ont échoué, dans la mesure où la fragilité du pays a été mise à nu par les groupes armés, soutenus par les islamistes religieux. Pour pallier cet échec, le Mali doit se doter de tous les moyens indispensables pour renforcer la sécurité de ses frontières notamment les moyens militaires appropriés, logistiques, financiers et ressources humaines qualifiées. Il peut même signer des accords de défense avec des pays forts tels que la France et les Etats Unis d'Amérique. Par exemple le Niger a renforcé son engagement de sécurité avec les gouvernements occidentaux par une assistance accrue au gouvernement nigérien et l'implantation d'une base d'opérations pour les drones américains dans la région. Ce type d'actions préventives est nécessaire afin de combattre l'extrémisme violent au Mali. Le 28 février, Maharafa Traoré, ministre malien de la justice à l'époque des faits, intervient à la tribune du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies à Genève pour dénoncer l'attaque par le MNLA allié à AQMI du camp d'Aguel'hoc au cours de laquelle « *les soldats de l'armée malienne désarmés ont été poursuivis, arrêtés, les mains liées au dos et froidement exécutés au mépris des dispositions des Conventions de Genève relatives au droit international humanitaire* » et solliciter, au nom du gouvernement malien, « *de la Communauté Internationale, une condamnation ferme des crimes commis par le Mouvement dit de Libération de l'Azawad et AQMI et demande un soutien pour assurer le rétablissement de la paix, de la sécurité et le développement de l'ensemble de ces régions* »⁷³.

En ce jour, malgré la présence de **G5 Sahel, la réponse multilatérale et l'opération barkhane dans le Sahel**, la situation actuelle interpelle le gouvernement malien. Alors, de véritables solutions doivent être cherchées pour éradiquer les causes de l'extrémisme violent y compris un plan de développement des zones vulnérables.

déstabiliser l'ordre social et économique. En Afrique de l'Ouest francophone, le Mali était entre 2012 à 2013 la cible principale de l'expansion terroriste ou extrémiste. Cela est rendu possible par l'effondrement de l'Etat libyen.

⁷³Intervention de Maharafa Traoré, « Mali – Massacres d'Aguel'hoc : Le Ministre de la Justice, Garde des Sceaux à la tribune du Conseil des Droits de l'Homme » archive, maliactu.net, 28 février 2012.

3. Les programmes de développement

Pour certains jeunes du nord, il serait opportun de tenir compte des programmes de développement comme mentionnés dans l'esprit de l'accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger. Ce qui pourra à aider à lutter contre l'extrémisme violent dans la partie nord et la partie centre du pays. Pour ces jeunes et certains acteurs interrogés à Bamako, il est certain que l'une des solutions pour la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent est la création d'opportunités pour les jeunes hommes et les jeunes femmes par le biais des programmes de développement. Car, le sous-développement du Mali et la pauvreté de la majorité de sa population méritent d'être soulignés afin d'initier des programmes de développement. Le Mali était classé 182^e sur 186 pays selon l'Indice de développement humain en 2013, un rang devant le Burkina Faso, le Tchad, et avec le Niger en dernière place. Les défis économiques sont immenses, complexes et multidimensionnels et leurs traitements doivent être envisagés dans la politique étatique. Des grands sentiers et activités de développement doivent être menés par les responsables administratifs et politiques dans un contexte de modernisation du pays. Le pays a besoin d'infrastructures de bases. Plusieurs domaines et secteurs doivent bénéficier d'une promotion, par exemple le secteur de l'agriculture, celui de l'élevage, la santé et l'éducation⁷⁴. Le sous-développement du pays est à l'origine de plusieurs conflits qui alimentent la haine raciale et la montée de l'extrémisme violent particulièrement dans une zone vulnérable au terrorisme comme le Mali⁷⁵. Ce développement n'est possible sans l'implication des autorités et la participation de la société civile malienne avec un accent singulier sur les jeunes dans tous les domaines y compris la lutte contre l'extrémisme violent.

4. Les programmes d'éducation scolaire, coranique et citoyenne

L'Etat doit mettre en place des programmes d'éducation citoyenne et d'une culture démocratique basée sur le respect des droits fondamentaux. Ces programmes pourront contribuer au renforcement de la cohésion sociale et le vivre ensemble, à la prévention et à la lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent.

- a) L'éducation à la citoyenneté en milieu scolaire
- b) L'éducation à la citoyenneté en milieu coranique

⁷⁴ Cette tendance est surtout soutenue dans l'environnement des jeunes du nord et quelques jeunes de Bamako.

⁷⁵ Cette conception ou perception est largement partagée dans le milieu jeune.

- c) L'éducation à la citoyenneté pour les jeunes vulnérables
- d) L'éducation à la citoyenneté au niveau local
- e) L'éducation à la citoyenneté et aux droits de l'homme au niveau communal

5. L'implication des jeunes et des femmes dans la lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent

Les jeunes et les femmes constituent la couche la plus fragile et exposée à la radicalisation et l'extrémisme violent, c'est la raison pour laquelle, ils doivent être au premier rang dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent au Mali. Pour ce faire, les jeunes doivent jouer un rôle prépondérant dans la mise en œuvre de la politique nationale de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme⁷⁶. Ce point de vue a été surtout défendu par les jeunes du centre du pays et certains des régions du sud.

En toute évidence, au-delà des actions du gouvernement malien de lutte contre l'extrémisme violent, qui avaient pris un tournant décisif, après l'opération française « serval », on relève plusieurs sources de résilience qui ont ralenti la progression de l'extrémisme violent. Ces sources de résilience prennent racine au sein de l'État et de la société civile. En marge de l'Etat, la société civile dans sa diversité peut contribuer à la lutte contre l'extrémisme violent par des campagnes de sensibilisation. D'ailleurs, quelques actions ont été menées dans ce sens par des organisations de la société civile. C'est dans ce cadre que le Conseil National de la Jeunesse du Mali a initié un projet des médiateurs de la paix avec l'appui financier de l'ambassade des Etats Unis d'Amérique au Mali. Ce même Conseil a organisé un forum international des jeunes sur la paix et la sécurité au sahel du 16 au 18 septembre 2014 à Bamako⁷⁷. L'instauration d'une communication entre les autorités publiques et les citoyens constitue un facteur important pour la stabilité sociale et économique du pays. Elle permet également la prise de décisions majeures sur les questions d'intérêt public ou collectif. Mieux, les actions des gouvernants s'inscriront dans la pleine légitimité. Car lorsque l'action gouvernementale est mal comprise, les rumeurs et la désinformation peuvent aggraver la situation. L'échec des politiques antiterroristes des Etats invitent de facto les organisations de la société civile, des jeunes et des femmes à agir puisqu'elles sont sur le terrain et sont

⁷⁶ Pour rappel, le Mali a adopté une politique nationale de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent en janvier 2018. Cette politique tourne au tour de cinq piliers : la prévention, la protection, la poursuite, la réponse et la cohésion sociale.

⁷⁷ Il permet d'accroître l'implication des jeunes dans la consolidation de la paix et le maintien de la sécurité au sahel avec un accent particulier sur la lutte contre l'extrémisme violent.

confrontées aux périls terroristes et aux demandes d'assistance des communautés locales⁷⁸. La prédominance des Etats comme seuls acteurs de la réponse antiterroriste et la mobilisation des moyens militaires classiques sont désuètes et en totale déconnexion avec les capacités opérationnelles et stratégiques des mouvements dits « terroristes »⁷⁹. La coopération de la société civile est capitale pour discuter des approches d'une politique antiterroriste plus inclusive et plus efficace. Il est souhaitable alors, de renforcer les capacités de l'État malien par le développement de la société civile, en tenant compte des jeunes et des femmes.

VIII. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Les résultats de l'étude des perceptions des jeunes sur l'extrémisme violent ont montré que l'extrémisme violent constitue une menace sérieuse pour le présent et pour l'avenir des milliers des jeunes au Mali. Aussi, toutes les synthèses et conclusions de différentes études sur l'extrémisme violent montrent que l'extrémisme violent au Mali, en Afrique de l'Ouest et au Sahel est bel et bien à l'ordre du jour au même titre qu'au niveau régional et international.

Au-delà des mesures des Nations Unies et l'Union Européenne (UE) qui ont pris des initiatives intéressantes, la CEDEAO a récemment élaboré une stratégie de lutte contre le terrorisme⁸⁰, tout comme le Mali qui a élaboré une politique nationale de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent le terrorisme. En outre, les leaders du Burkina Faso, du Tchad, du Mali, de la Mauritanie et du Niger ont récemment accepté de créer une nouvelle organisation, le G5 du Sahel, pour renforcer le développement et la sécurité dans la région⁸¹. Lors de son lancement, le président mauritanien Mohamed Ould Abdel Aziz a confirmé « *qu'il n'existe pas de développement durable sans sécurité ni de sécurité durable sans développement efficace* »⁸².

Il est évident que le Mali est devenu un refuge de l'extrémisme violent à cause de la présence de facteurs incitatifs, la menace est imminente et les facteurs d'attraction sont présents et réels. A ces facteurs s'ajoutent le recrutement organisé de groupes extrémistes régionaux,

⁷⁸ Voir : Dialogue Région Afrique de l'Ouest, Mécanismes durables de prévention de l'extrémisme violent en Afrique de l'ouest, Palais des Congrès de Cotonou (Bénin), les 19 et 20 Avril 2012.

⁷⁹ Idem.

⁸⁰ Prévention de l'extrémisme violent au Burkina Faso, p.39, juin 2014.

⁸¹ Martin A. Ewi, « The New ECOWAS Counter-Terrorism Strategy and Its Implications for West Africa », *ISS Today*, 13 mars 2013. Disponible sur : <http://www.issafrika.org/iss-today/the-new-ecowas-counter-terrorism-strategy-and-its-implications-for-west-africa> ;

⁸² Daniel Flynn, « African Nations Form G5 to Work on Sahel Security, Development », Reuters, 16 février 2014. Cf. Prévention de l'extrémisme violent au Burkina Faso, idem.

l'intolérance religieuse et l'arrivée des extrémistes étrangers sur le territoire malien. A cet effet, l'Etat malien et la société civile doivent se donner la main pour une mise en œuvre effective de la politique nationale de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent.

Eu égard à ce qui précède, une première conclusion partielle peut cependant être d'ores et déjà tirée. Tous les mouvements, qu'ils soient terroristes ou non utilisent la violence extrémiste comme moyens d'expression et de revendication. La seconde tient au caractère commun de la menace et à la vulnérabilité de tous les pays de l'Afrique de l'Ouest⁸³, d'où la nécessité de dégager des recommandations ci-dessous⁸⁴ afin de mieux lutter contre le phénomène de l'extrémisme violent au Mali.

➤ **Au Gouvernement malien :**

- Accélérer la mise en œuvre effective de la politique nationale de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme et mettre en place un comité inclusif de suivi pour sa mise en œuvre effective ;
- Identifier les facteurs potentiels d'attraction de l'extrémisme violent et établir un diagnostic approfondi ;
- Faire des réformes pour le renforcement des normes de bonne gouvernance
- Envisager des réformes du système éducatif afin d'harmoniser les programmes des établissements formels et informels, mais aussi de renforcer l'éducation morale et civique
- Renforcer la coopération frontalière entre les Etats voisins du G 5 Sahel ;
- Renforcer le mandat de la force conjointe du G 5 Sahel pour une lutte efficace contre l'extrémisme violent ;
- Renforcer le partenariat avec la société civile pour le contrôle de la qualité dans des établissements publics et privés ;
- Créer des emplois aux jeunes afin de lutter contre la radicalisation des jeunes dans des milieux pauvres ;
- Bannir toute forme de répression et de discrimination ;
- Offrir des possibilités aux citoyens (jeunes et femmes en priorité) de mettre en œuvre leurs compétences dans les sphères publiques de décision ;

⁸³ Voir : Dialogue Région Afrique de l'ouest, Mécanismes durables de prévention de l'extrémisme violent en Afrique de l'ouest, op.cit.

⁸⁴ Certaines de ces recommandations ont été formulées dans le document de positionnement de la Jeunesse malienne. Le document de positionnement de la Jeunesse a été élaboré suite aux consultations ascendantes des jeunes, organisées dans les zones couvertes par le Projet Alafia.

- Impliquer les jeunes et les femmes dans la conception et la mise en œuvre des programmes et projets les concernant ;
- Collaborer avec la société civile notamment les jeunes et les femmes dans le domaine de la sécurité frontalière ;
- Signer des accords de sécurité frontalière avec les Etats voisins ;
- Diffuser les instruments relatifs aux droits humains ;
- Mettre fin au système de création de milices pour des fins politiques ;
- Lutter contre la corruption ;
- Instaurer l'indépendance réelle de la justice ;
- Adopter une loi qui sanctionne l'extrémisme violent ;
- Consolider la loi qui sanctionne le terrorisme ;
- Impliquer les femmes et les jeunes dans le processus de réformes sur la bonne gouvernance ;
- S'engager pour une réparation des victimes ;
- Initier un programme d'insertion sociale et économique pour les victimes ;
- S'orienter vers des créneaux et secteurs porteurs d'espoir pour les victimes et les populations vulnérables ;
- **A l'endroit de la société civile :**
- Développer les réseaux de dialogue inter et intracommunautaire par l'usage des réseaux de communication populaire ;
- Œuvrer avec le gouvernement et les donateurs pour accroître les programmes de développement ;
- Séparer l'action des défenseurs des droits de l'homme de la politique : on devient soit un défenseur des droits de l'homme, soit un acteur politique ;
- Collaborer avec le gouvernement et les partenaires pour adopter une stratégie pour favoriser l'équilibre social et les sources de résilience contre l'extrémisme violent ;
- S'impliquer davantage dans la gestion de la vie publique à travers des actions citoyennes ;
- Travailler avec la presse pour contrôler l'action gouvernementale ;
- Adopter des comportements responsables et exemplaires ;
- **Aux victimes de l'extrémisme violent :**
- Informer les autorités compétentes sur toute violation des droits humains constatée ;

- Aider les autorités à identifier les auteurs et les complices des violations des droits humains ;
- **A l'endroit de la Commission Vérité, Justice et Réconciliation :**
- Qu'elle établisse la vérité et mesure de façon objective l'ampleur des violations ;
- **Aux partenaires techniques et financiers :**
- Soutenir l'Etat malien pour la mise en œuvre de la politique nationale de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent sur la base d'un cadre de collaboration bien défini avec des mécanismes de suivi appropriés;
- Renforcer la force G5 au Sahel pour la prévention, la sécurité et lutte contre l'extrémisme violent ;
- Soutenir les populations vulnérables par l'aide humanitaire ;
- Intégrer les sujets d'extrémisme violent dans l'aide au développement ;
- Appuyer les organisations de la société civile et des jeunes avec des programmes de formation de renforcement des capacités sur la paix et la non-violence.

BIBLIOGRAPHIE

Documents consultés :

- Abdoulaye MACKO, Contribution pour la réconciliation et une paix durable au Mali : Cas de Kidal, septembre 2014 ;

- Aguisa AG MOHAMED, L'analyse de la crise malienne de 2013, la Rubrique « Interviews/Points de vue » de la Chaire Unesco des Droits de la Personne Humaine ;
- Aguisa AG MOHAMED, Rapport de l'Enquête sur la perception de la justice au Mali réalisée pour DEMESO-WILDAF en collaboration avec HiiL inoving Justice, mars 2014 ;
- Aguisa AG MOHAMED, La protection des droits de l'homme dans le code des personnes et de la famille du Mali, Chaire Unesco des droits de la personne et démocratie, UAC, Bénin, 2011;
- Aguisa AG MOHAMED, Etude sur l'extrémisme violent, 2014 ;
- Dialogue Région Afrique de l'Ouest, Mécanismes durables de prévention de l'extrémisme violent en Afrique de l'ouest, les 19 et 20 Avril 2012 à Cotonou (Bénin) ;
- Document de positionnement de la Jeunesse malienne, avril 2018 ;
- Dr. Mamadou Bani DIALLO, Le rôle du dialogue interculturel dans les transformations sociales au Mali, UNESCO, janvier 2015, 47 pages ;
- Groupe d'Appui à la Reforme Juridique (AJM), la situation de la femme dans le droit positif malien et ses perspectives d'évolution, étude réalisée avec le concours de l'Ambassade des États Unies d'Amérique août 1995 ;
- Facteurs de radicalisation perception du terrorisme chez les jeunes dans la grande banlieue de Dakar, Dakar, Sous la Direction scientifique de Dr. Bakary Sambe et autres, octobre 2016 ;
- Femmes, Prévention et Lutte contre l'Extrémisme Violent au Mali, Etude préliminaire en vue d'un projet de recherche-action, Sous la Direction scientifique de Dr. Bakary Sambe et autres, Dakar, janvier 2017 ;
- Mariam Djibrilla Maiga, Gaudence Nyirabikali et autres, Causes et manifestations des conflits au Mali : Une perspective de la société civile, CONASCIPALE/SIPRI, 2014, 98 pages ;
- Rapport de Recherche International, Projet du Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD) « Études des perceptions des facteurs d'insécurité et d'extrémisme violent dans les régions transfrontalières du Sahel », 2015 ;
- Ousmane Kornio et autres, La prévention et la gestion des conflits communautaires au Mali, Etude et manuel de formation, Fondation Friedrich Ebert, février 2014, 144 pages ;

- Ousmane KORNIO, Les conflits communautaires et mécanismes de médiation et de réconciliation au Mali, FES, septembre 2014, 86 pages ;
- Politique Nationale de Prévention et de Lutte contre l'Extrémisme Violent et le Terrorisme au Mali, 2018 ;
- Politique Nationale Genre et son plan d'action ;
- Politique Cadre de développement de la Jeunesse et son plan d'action, 2012 ;
- Prévention de l'extrémisme violent au Burkina Faso, juin 2014 ;
- Sidi Yaya Joseph TRAORE, Le ministère public en matière de lutte contre de terrorisme : Cas du Mali., projet de thèse de doctorat, UCAD, 2014 ;
- Zeïni MOULAYE, Les menaces majeures dans l'espace sahélo-saharienne, communication présentée lors du 14e Forum de Bamako.
- Zeini MOULAYE, Gouvernance démocratique de la sécurité au Mali : Un défi du développement durable, FES, décembre 2005, 195 pages ;
- Zeini MOULAYE, La problématique de la criminalité transnationale et le contrôle démocratique du secteur de la sécurité, FES, février 2014, 31 pages.

Sites internet consultés :

- La gestion concertée entre les pouvoirs coutumiers et les autorités judiciaires pour faire face à des séries de crimes. Disponible sur : http://base.afrique-gouvernance.net/fr/corpus_dph/fiche-dph-1371.html .
- Ambroise Dakouo, Le règlement religieux des litiges sociaux à Gao : de l'efficacité à la contradiction juridique. Disponible sur : http://base.afriquegouvernance.net/fr/corpus_dph/fiche-dph-1438.html.
- Philippe Ntahombaye, L'institution des bashingantahe en tant que mécanisme traditionnel de prévention et de résolution pacifique des conflits au Burundi. Disponible sur : <http://www.unesco.org/cpp/publications/mecanismes/edntahombaye.htm>.
- Doulaye Konaté, Les fondements endogènes d'une culture de paix au Mali : Les mécanismes traditionnels de prévention et de résolution des conflits. Disponible sur : <http://www.unesco.org/cpp/publications/mecanismes/edkonate.htm>.
- Thierno Bah, Les mécanismes traditionnels de prévention et de résolution des conflits en Afrique noire. Disponible sur : <http://www.unesco.org/cpp/publications/mecanismes/edbah.htm>.

- Madame Traoré Néné Konaté, La cohabitation des légitimités au niveau local, communication disponible sur : <file:///F:/M%C3%A9canismes-importants.pdf>.
- Autoportrait du Mali, Les obstacles à la paix, IMRAP, mars 2015. Voir sur : <http://www.interpeace.org/index.php/documents/publications/mali/440-self-portrait-obstacles-to-peace-in-mali-french/file>.
- http://fr.wikipedia.org/wiki/Bataille_d%27Aguel%27hoc
- <http://www.memoiretraumatique.org/memoire-traumatique-et-violences/violences-sexuelles.html> ;
- <http://www.tamoudre.org/situation-au-nord-du-mali-une-rebellion-sur-fond-de-talibanisation/geostrategie/resistance/rebellions/>;
- <http://www.tdg.ch/monde/afrique/L-application-de-la-charia-est-une-obligation-divine-pour-tout-musulman/story/13958369> ;
- <http://rue89.nouvelobs.com/2012/09/25/charia-au-nord-mali-il-coupe-ma-main-comme-sil-tuait-un-mouton-235612>;
- <http://www.20minutes.fr/monde/929205-20120505-mali-tombouctou-sous-choc-apres-profanation-mausolee-aqmi>;
- http://fr.wikipedia.org/wiki/Attentats_du_11_septembre_2001;
- http://fr.wikipedia.org/wiki/Intervention_militaire_de_2011_en_Libye;
- <https://www.banquemonddiale.org/fr/country/mali/overview> ;
- <http://www.commodafrica.com/18-12-2017-la-production-de-coton-en-afrique-de-louest-progresse-de-5-en-201718> ;
- <https://www.maliweb.net/economie/cmdt-textile/secteur-coton-mali-regne-a-nouveau-lafrique-2741083.html> ;
- <https://blogs.mediapart.fr/jabir-toure/blog/250418/les-reseaux-de-financement-de-la-radicalisation-et-l-extremisme-violent> ;
- <https://www.maliweb.net/societe/journee-mondiale-lalphabetisation-68-population-malienne-restant-toujours-analphabets-516042.html>.